CE MONDE QUI BOUGE

Tunisie, il y a un an Mohamed Bouazizi

Par Hassane Zerrouky

Ce vendredi 17 décembre, cela fera un an que Mohamed Bouazizi, 26 ans, s'est immolé par le feu devant le siège de la wilaya de Sidi Bouzid. En s'aspergeant d'essence avant de craquer une allumette, le jeune vendeur ambulant, à qui des agents de police avaient confisqué sa maigre marchandise, ignorait à ce moment-là que son geste allait déclencher un incendie qui allait emporter Zine Abbidine Ben Ali et d'autres dirigeants arabes. Le lendemain, des manifestants choqués par son geste organisaient un simple sit-in de protestation qui se transformera en émeute quand le gouverneur (wali) de la ville les fait brutalement évacuer à coups de matraques, de gaz lacrymogènes. La protestation gagne alors d'autres localités de cette région frontalière de l'Algérie. A Menzel Bouzaïane, Mohamed Amari est le premier manifestant tué par balles par la police. D'autres jeunes tomberont dans les jours suivants comme à Kasserine où 47 personnes sont tuées par la police !

Un an après, que reste-t-il de ce vent révolutionnaire qui a fait table rase de 23 ans de dictature ? Eh bien, ce ne sont pas ceux qui ont fait la révolution, ces centaines de blogueurs, traqués par la police de Ben Ali, qui informaient, appelaient à la mobilisation, ce ne sont pas ces centaines de milliers de jeunes, de syndicalistes, de femmes, envahissant la rue tunisienne, scandant «dégage», qui ont gagné. Mais, ceux qui n'ont pas pris part à cette révolution, les islamistes, très discrets, attendant de voir comment la situation allait évoluer avant de s'engager.

Autre leçon de cette révolution avortée, l'idée selon laquelle les cyberactivistes, via le réseau social Facebook, qui avaient permis la résistance au régime de Ben Ali, ont rendu caducs les partis politiques ou en les ringardisant, n'a pas résisté aux faits. Certes, à la veille de la chute de Ben Ali, ils étaient, dit-on, plus d'un million de jeunes connectés simultanément sur Facebook échangeant des informations uniquement en arabe.

Mieux, et c'est peut-être cela qui les avait induits en erreur, le message islamiste était inexistant sur la Toile. Mais, une fois le régime de Ben Ali tombé, la résistance virtuelle, par Internet, a commencé graduellement à s'éteindre, car la censure a laissé place à la liberté d'expression. Plus besoin d'aller sur Facebook pour s'informer. C'est à partir de là que les réseaux islamistes, massivement aidés par les monarchies du Golfe, notamment le Qatar, ont commencé à travailler au corps et à rassurer cette partie de la population tunisienne, restée en dehors de la révolution, qui appréhendait un avenir lui paraissant porteur d'incertitudes. Devant un semblant de chaos, fait d'occupation d'entreprises et autres lieux de travail, d'explosion de revendications de toutes sortes, de patrons de PME paniqués, d'institutions étatiques et de services publics en «congé forcé», Ennahdha a joué la carte d'un parti de l'ordre, rassurant les uns, promettant monts et merveilles aux autres, palliant l'absence de l'Etat en distribuant une aide sociale aux démunis financés par l'argent en provenance des monarchies du Golfe.

En outre, contrairement aux autres partis, Ennahdha est un parti riche. Autrement comment expliquer que ce parti, qui avait pour siège un trois pièces dans un minable immeuble de la banlieue de Tunis dans les années 1980, avant d'être interdit par Ben Ali, puisse disposer, moins de six mois après la chute du même Ben Ali, d'un siège moderne dans le quartier Monplaisir de Tunis !

En vérité – troisième leçon tunisienne — l'usage de la religion à des fins politiques soutenu par des moyens financiers considérables constitue une arme redoutable dont la gauche tunisienne, pourtant suffisamment avertie par l'exemple algérien, est en train de faire l'amère expérience. De ce fait, l'élection de Moncef Marzouki ne doit pas faire illusion. Cet homme, issu de milieux populaires, opposant de la première heure à Ben Ali, ne peut rien si la gauche et les démocrates tunisiens ne surmontent pas leurs divisions. Et quand on sait que seul un Tunisien sur deux a voté, il existe un gisement d'électeurs potentiels que ces partis peuvent gagner.

H. Z.

APRÈS SA PRESTATION SUR NESSMA TV

Soltani lave plus blanc que blanc !

Par Mohand Bakir

Soltani, dans un élan de sincérité, feint à dessin, avoue l'influence des «coopérants» orientaux sur son engagement et ses orientations idéologiques. Dans le prolongement de cette pseudo-spontanéité, il avoue même que le choix qui «lui a été fait» pour l'orientation de ses études était tout tendu pour «contrer» et «contrebalancer» ce qu'il désigne comme les «francophiles». «Des médecins, des ingénieurs, des techniciens, l'Algérie pouvait les importer, mais l'Algérie devait avoir ses propres arabisants» !!

Les «francophiles» dont il parle ne sont autres que les libérateurs du pays. Des cadres ou de simples militants issus du Mouvement national qui se sont retrouvés en charge de responsabilités. Cette haine à l'égard de ces patriotes, toute entière déversée à partir de l'Orient arabe, au nom de l'arabisme et de l'islamisme, est arborée en trophée par le président du HMS. Elle serait d'une légitimité indiscutable face à ceux qu'il désigne, en irréductible détracteur qui feint l'ignorance de leurs parcours, par un terme tout aussi mensonger qu'impropre. En quoi la légitimité de ces patriotes qui se sont engagés dans «la lutte pour (…) un Etat algérien sous la forme d'une république démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues» pouvait-elle être mise en cause par Soltani ? Soltani qui à ce moment-là (et aujourd'hui encore) ne faisait que relayer la rancœur de ses maîtres Egyptiens, eux-mêmes vecteur des manigances du MI5 et de la CIA. Ces aveux, en apparence anodins, procèdent de la banalisation, intelligente et savamment élaborée, des menées de l'Internationale des Frères musulmans.

Il n'y avait absolument rien de naïf dans la prestation de ce monsieur. Ni sa façon de présenter le dernier discours de Bouteflika comme une commémoration de «youm El ailm» alors que cette manœuvre avait été déjouée en son temps. Ni ses dérobades à l'exigence de formulation d'une condamnation du terrorisme islamiste. Dérobades qu'il opère par le renvoi dos à dos des bourreaux sanguinaires et leurs victimes, rebaptisés pour les besoins de la manœuvre d'«extrémistes laïques» !! Ni le blanchiment et l'absolution du FIS par l'attribution de son discours de haine à des «prédicateurs périphériques» ; alors que Ali Belhadj, ne ratait aucune occasion pour réaffirmer l'illicéité de la démocratie et que Mohamed Saïd, au soir de la clôture de la campagne électorale, nous annonçait sur l'écran cathodique de l'Unique, le nouveau code vestimentaire en même temps qu'un nouveau régime alimentaire. Ni sa candide attribution d'une qualité de militaire à Ben Bella et à Bouteflika, façon de lover leurs errances islamistes au cœur même de l'institution militaire !! D'ailleurs, l'ANP est présentée comme une institution «ordinaire», sans devoirs particuliers envers la Nation et la République, qui n'interviendrait qu'incidemment et subsidiairement, lorsque les dérapages ne sont plus gérables par «les politiques».

Contrairement aux supputations de ces derniers jours, HMS n'est pas prêt à mettre les deux pieds dans l'opposition. Soltani, le dit net et fort : son parti est contre le «changement». Au sein du pouvoir, il y est et il y reste. Il faudrait juste un petit ravalement, un petit coup de peinture vert-de-gris qui serait, selon lui, la «concrétisation» de la dernière partie d'une phrase de la proclamation du 1er Novembre 1954. Une phrase par laquelle le mouvement national algérien semble, à lui et à ses maîtres, assimilable à l'arabo-islamisme ou même à l'islamisme. Cette phrase est bien connue : «La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.» Ce qui est moins connu, c'est la manière dont elle a été précisée en temps voulu, lisons : «La Révolution algérienne (…), une réalité vivante ayant triomphé du pari stupide du colonialisme français prétendant la détruire en quelques mois.(…) C'est une lutte nationale pour détruire le régime anarchique de la colonisation et non une guerre religieuse. C'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le socialisme. (…) **C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un Etat algérien sous la forme d'une république démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues.**

Combien apparaît dégradante la malhonnêteté des Bidault, Lacoste, Soustelle et du Cardinal Feltin lorsqu'ils tentent de tromper l'opinion publique française et étrangère en définissant la résistance algérienne comme un mouvement religieux fanatique au service du panislamisme.» Tout est dit. Pour les références, je déroge à la règle et laisse le soin au lecteur de chercher.

M. B.

Hommage à Nassima !

Elle s'appelait Nassima, elle avait 40 ans. Architecte à l'APC de Kouba, mère de deux enfants, elle est morte égorgée par son conjoint.

Nous tenons d'abord à exprimer à sa famille nos sincères condoléances, notre solidarité, notre indignation et notre émotion face à cet acte barbare.

Cette mort doit être dénoncée et ne doit pas passer inaperçue. Il est d'autant plus important de nous interroger sur la portée de cet acte dans un pays où la violence à l'égard des femmes est banalisée et demeure impunie.

Non seulement Nassima est assassinée, mais une certaine presse islamiste calomnieuse a tenu des propos diffamants à son encontre, justifiant ainsi le crime. Elle n'a pas hésité à porter atteinte à sa dignité.

Qu'est-ce qui justifie de tels crimes et ce discours profondément misogyne et haineux envers les femmes ?

Les Algériennes sont prisonnières du poids de traditions archaïques et de la religion qui se confondent pour les maintenir sous domination masculine. Depuis plus d'un quart de siècle, le code de la famille algérien, rebaptisé à juste titre «code de l'infamie», impose un carcan de souffrance et d'humiliation aux femmes en en faisant des mineures à vie.

La confusion de la religion et du pouvoir est toujours un mélange qui détonne et celui-ci explose en premier lieu «à la gueule» des femmes, premières victimes de l'islamisme politique, comme le démontre l'histoire de l'Algérie.

Ces actes sont possibles parce que les dirigeants algériens sont responsables des violences institutionnelles, politiques et sociales. Ils n'ont jamais considéré que l'égalité des droits entre les femmes et les hommes est une question politique centrale. Lorsque les institutions et la loi condamnent à des peines minimes ceux qu'elles nomment «les criminels de l'honneur», elles affirment ainsi que la vie d'une femme ne vaut rien.

Nous sommes toutes et tous concernés

Femmes et hommes devons agir ensemble pour dénoncer ces crimes et les politiques qui hypothèquent l'évolution des droits des femmes. Nous saluons et nous nous joignons à la réaction citoyenne des femmes et des hommes de l'APC de Kouba, indignés par le crime odieux de leur collègue Nassima. Nous condamnons avec elles et eux le silence et l'inaction des institutions de la République. Les droits des femmes ne sont ni secondaires ni négociables et aucune politique ne pourra prétendre défendre la dignité des femmes si elle ignore leurs droits.

Collectifs Femmes PLD (Parti de la laïcité et de la démocratie)
ANPLA (Association nationale pour la promotion de la laïcité en Algérie)